



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Mai 2026



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Mai 2026

SOMMAIRE

PRINCIPAUX MESSAGES	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	4
1.1. Activité économique dans le monde	4
1.2. Actions des banques centrales	4
1.3. Marchés des matières premières	5
1.4. Marchés financiers	8
II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA	10
2.1. Production et demande de biens et services	10
2.2. Inflation	13
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE	14
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires	14
3.2. Taux d'intérêt appliqués par les banques à leur clientèle	15
3.3. Monnaie	15
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA	17
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	17
4.2. Marché des titres de la dette publique	18
V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA	19
5.1. Croissance	19
5.2. Monnaie	20
5.3. Inflation	20
ANNEXES STATISTIQUES	22

PRINCIPAUX MESSAGES¹

1. Évolutions récentes

En avril 2026, l'économie mondiale a montré des signes de résilience malgré les tensions au Moyen-Orient. L'activité du secteur privé s'est renforcée aux États-Unis, tandis qu'elle s'est contractée en zone euro. En Chine et en Afrique du Sud, la croissance a été plus soutenue que le mois précédent.

Aux **États-Unis**, l'activité s'est raffermie en avril 2026, portée par la reprise de la production dans le secteur des services et le dynamisme de l'activité manufacturière. En **zone euro**, l'activité s'est contractée, en lien avec le recul marqué du secteur des services, affecté par le renchérissement des coûts énergétiques et ses effets sur la demande.

En **Chine**, la croissance s'est accélérée en avril 2026, sous l'effet de l'amélioration de la production dans les secteurs manufacturier et des services. En **Afrique du Sud**, l'activité a poursuivi son redressement, atteignant son rythme d'expansion le plus élevé depuis août 2022, portée par la reprise de la production et la hausse des nouvelles commandes.

En Afrique de l'Ouest, la croissance s'est renforcée au Nigeria en avril 2026, en dépit des effets de la hausse des coûts des carburants sur la production et les nouvelles commandes. Au **Ghana**, l'activité a progressé à un rythme plus modéré, freinée par une hausse des coûts des intrants.

En avril 2026, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA s'est renforcé de 0,3% et celui des prix des principaux produits alimentaires importés a augmenté de 1,7%.

Au niveau des pays membres de l'UEMOA, l'activité économique a maintenu sa dynamique positive en variation mensuelle en mars 2026, portée par l'amélioration de l'activité dans les secteurs des bâtiments et travaux publics (BTP), de l'industrie, du commerce de détail et des services financiers. Le taux d'inflation est ressorti à 0,0% en avril 2026, en baisse de 0,1 point de pourcentage (pdp) par rapport au niveau de 0,1% enregistré le mois précédent.

Le taux d'intérêt moyen à une semaine du marché interbancaire s'est établi à 3,79% en avril 2026, en baisse de 6 points de base (pdb) par rapport à son niveau de mars 2026 (3,85%). Les conditions appliquées par les banques à la clientèle ont enregistré une légère hausse de 4 pdb par rapport au mois précédent, passant de 6,70% à 6,74%, contre 6,78% un an plus tôt.

A fin mars 2026, la masse monétaire a connu une progression de 18,1%, en glissement annuel, après une progression de 17,9% un mois plus tôt. Cette évolution résulte essentiellement de l'accroissement des actifs extérieurs nets (+153,6%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+4,9%).

2. Perspectives

Le taux de croissance du PIB réel de l'UEMOA ressortirait à 6,2% au deuxième trimestre 2026, après une croissance de 6,1% au premier trimestre 2026. Cette évolution serait tirée par le dynamisme des activités commerciales et des services ainsi que par la bonne campagne agricole. Les données disponibles indiquent que le taux d'inflation devrait s'établir à +1,0% en mai 2026, puis +1,5% en juin 2026. L'accélération des prix projetés résulterait de l'impact de la crise au Moyen-Orient, à travers le renchérissement des produits énergétiques. Elle reflète notamment les effets du relèvement des tarifs des produits pétroliers au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, au Mali et au Togo.

¹ Cette note d'analyse a été produite sur la base des données disponibles au 20 mai 2026.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Activité économique dans le monde

Les indices PMI signalent globalement une résilience de l'économie mondiale en avril 2026, malgré les tensions au Moyen-Orient. L'activité du secteur privé a progressé aux États-Unis, tandis qu'elle s'est contractée en zone euro. En Chine, la croissance s'est accélérée. De même, en Afrique du Sud, l'activité a poursuivi son redressement.

Aux **États-Unis**, l'indice PMI composite s'est établi à 51,7 points en avril 2026, après 50,3 points en mars 2026. Cette évolution reflète la reprise dans les services et le dynamisme du secteur manufacturier. En **zone euro**, l'indice PMI composite est ressorti à 48,8 points en avril 2026, après 50,7 points le mois précédent, signalant la première contraction de l'activité du secteur privé depuis seize mois. Cette évolution traduit l'affaiblissement du secteur des services, dont l'indice d'activité a reculé à 47,6 points, sous l'effet de la hausse des coûts de l'énergie, qui a pesé sur la demande des ménages, malgré l'accélération de la production manufacturière.

Dans les pays émergents, l'indice PMI composite de la **Chine** a atteint 53,1 points en avril 2026, après 51,5 points en mars, signalant une progression soutenue de l'activité du secteur privé, portée par une amélioration de la production dans les secteurs manufacturiers et des services. En **Afrique du Sud**, l'indice PMI composite s'est établi à 51,6 points en avril 2026, après 50,8 points en mars 2026, enregistrant sa plus forte expansion depuis août 2022, grâce au renforcement de la production et à la hausse des nouvelles commandes.

S'agissant des pays voisins de l'UEMOA, l'indice PMI composite du **Nigeria** est ressorti à 52,4 points en avril 2026, après 51,9 points en mars 2026, la croissance de l'activité demeurant positive pour le troisième mois consécutif. Au **Ghana**, l'indice composite a atteint 50,30 points en avril 2026, contre 51,40 points en mars, signalant un ralentissement de la croissance du secteur privé en raison de la hausse des coûts des intrants.

1.2. Actions des banques centrales

Les banques centrales conservent une orientation prudente de leur politique monétaire, dans un environnement marqué par de fortes incertitudes, liées aux tensions au Moyen-Orient.

Au niveau des **pays avancés**, la **Réserve fédérale des États-Unis (FED)** a maintenu, le 29 avril 2026, ses taux directeurs dans la fourchette cible de 3,50% à 3,75% pour la troisième réunion consécutive, soulignant les risques haussiers sur les perspectives d'inflation, mais également la nécessité de soutenir le marché de l'emploi. La **Banque centrale européenne (BCE)** a opté pour le statu quo lors de sa réunion du 30 avril 2026. Le taux de la facilité de dépôt, principal taux directeur de la BCE, reste fixé à 2,00%. Le maintien des taux traduit une stratégie prudente visant à éviter, à la fois, un resserrement prématuré susceptible d'accentuer le ralentissement économique et un assouplissement trop rapide pouvant alimenter des effets de second tour sur les prix.

Dans les **pays émergents**, la **Banque populaire de Chine (PBoC)** a maintenu ses principaux taux directeurs à des niveaux historiquement bas le 20 mai 2026 pour le douzième mois consécutif, dans un contexte marqué par les incertitudes liées au conflit au Moyen-Orient. Malgré les pressions inflationnistes provoquées par la hausse des prix de l'énergie et les perturbations des chaînes d'approvisionnement, la PBoC a reconduit le taux préférentiel des prêts (LPR) à un an à 3,00% et celui à cinq ans, référence pour les prêts hypothécaires, à 3,50%. Cette décision s'inscrit dans la poursuite d'une politique monétaire modérément accommodante visant à soutenir l'économie. La **Banque de réserve sud-africaine (SARB)** a relevé son principal taux

directeur de 25 points de base, à 7,0%, le 28 mai 2026, marquant sa première hausse depuis 2023, dans un contexte de montée des risques inflationnistes liés aux tensions au Moyen-Orient. La banque de réserve (SARB) a revu à la hausse ses prévisions d'inflation à 4,4% pour 2026 et à 3,7% pour 2027, contre respectivement 3,7% et 3,3% précédemment, tout en abaissant ses perspectives de croissance économique à 1,2% pour 2026 et 1,7% pour 2027, après des estimations antérieures de 1,4% et 1,9%.

Dans les **pays en développement**, la **Banque Centrale du Nigeria (CBN)** a laissé son principal taux directeur inchangé à 26,50% le 20 mai 2026, privilégiant une approche prudente afin de contenir les anticipations d'inflation et de préserver la stabilité macroéconomique. Cette décision intervient après une baisse de 50 points de base en février 2026. La **Banque du Ghana (BoG)** a reconduit son taux directeur de 14% le 20 mai 2026, interrompant ainsi le cycle d'assouplissement monétaire engagé depuis un an. Cette décision intervient après une forte baisse du taux directeur, qui est passé de 28% en mai 2025 à 14%, rendue possible par le recul significatif de l'inflation après plusieurs années de politique monétaire restrictive. Selon le Gouverneur de la BoG, cette pause reflète les inquiétudes liées au conflit au Moyen-Orient, qui ravivent les risques inflationnistes et accroissent les incertitudes économiques mondiales. La **Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC)** a décidé, à l'issue de sa réunion du 2 avril 2026, de maintenir inchangés ses taux directeurs. Le taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) demeure ainsi fixé à 4,75%, tout comme celui de la facilité de prêt marginal à 6,25%, tandis que le taux de la facilité de dépôt reste à 0% et les coefficients des réserves obligatoires inchangés. Cette décision s'inscrit dans un contexte marqué par les tensions au Moyen-Orient qui alimentent des risques haussiers sur les perspectives d'inflation.

Tableau 1 : Synthèse des actions des principales banques centrales

	Variation du taux directeur en 2025 (en pdb)	Variation du taux directeur en 2026 (en pdb)	Taux directeur au 20 mai 2026 (%)	Cible d'inflation (%)	Taux d'inflation en avril 2026 (%)
Pays avancés					
États-Unis	-75	0	{3,50-3,75}	2,0	3,8
Zone euro	-75	0	2,00	2,0	3,0
Pays émergents					
Chine	-10	0	3,00	3,0	1,2
Afrique du sud	-100	0	6,75	{3,0 - 6,0}	4,0
Pays en développement					
Nigeria	-50	-50	26,50	{6,0 - 9,0}	15,7
Ghana	-900	-400	14,00	{8,0+/-2,0}	3,4
CEMAC *	-25	0	4,75	-	2,3

Sources : Central Bank rates, Banques centrales des pays concernées, tradingeconomics.com ; * taux d'inflation annuel 2026

1.3. Marchés des matières premières

En avril 2026, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA s'est renforcé de 0,3%.

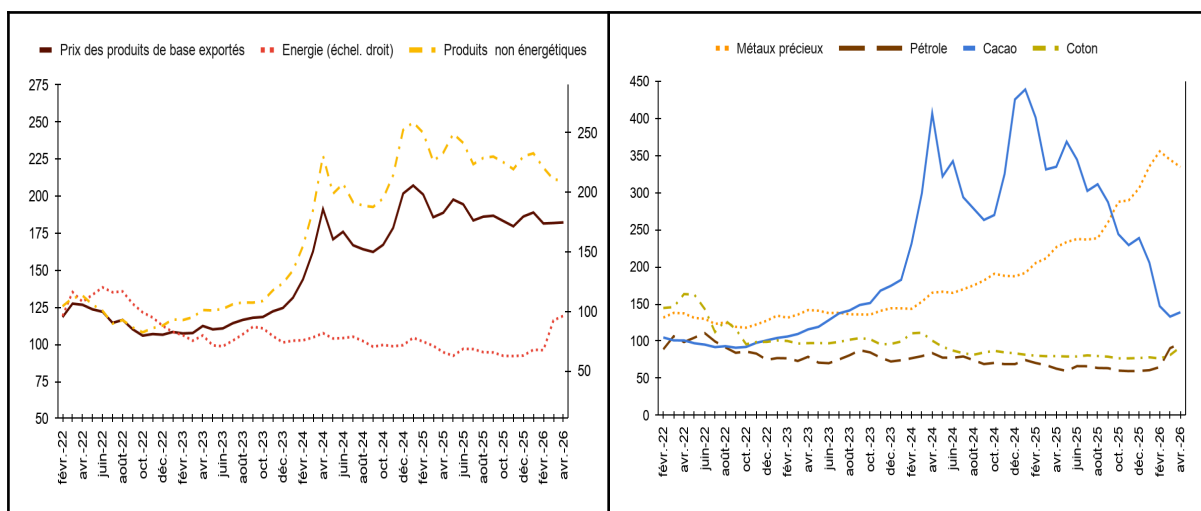
L'indice des prix des principaux produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a progressé de 0,3% en avril 2026, après une hausse de 0,1% un mois plus tôt. Cette évolution est imputable à l'augmentation des cours du **coton** (+13,3%), du **phosphate** (+10,2%), du **pétrole** (+7,1%), des **huiles de palme** (+6,6%) et de **palmiste** (+4,5%), du **zinc** (+5,7%), du **cacao** (+4,5%) et du

caoutchouc (+2,2%). À l'inverse, les cours du **gaz naturel** (-14,9%), du **café** (-8,5%), de l'**uranium** (-3,9%), de l'**or** (-2,8%) ont reculé sur la période.

Les cours du **pétrole** se sont raffermis, en raison de l'impasse diplomatique dans le conflit en Iran et du retrait des Emirats Arabes Unis de l'OPEP, laissant craindre une accentuation des tensions sur l'offre mondiale. Les prix du **coton** ont été soutenus par la montée des prix du polyester, fibre synthétique issue du pétrole, ce qui a accru l'attrait du coton en tant que substitut naturel. L'augmentation des prix du **phosphate** s'explique par les restrictions à l'exportation mises en place par la Chine, entraînant un resserrement de l'offre mondiale. Les cours de l'**huile de palme** et de **palmiste** ont progressé en raison de la fermeté des prix du pétrole brut favorisant la demande de biodiesel, ainsi que des risques climatiques liés au phénomène El Niño. La hausse des cours du **zinc** est imputable aux tensions sur l'offre, dans un contexte de baisse des stocks mondiaux et de fermetures des fonderies au Kazakhstan et en Australie, liées à l'accroissement des coûts énergétiques. Les cours du **cacao** se sont renforcés en raison des rachats importants, dans un contexte de craintes sur l'approvisionnement. L'irrégularité des précipitations dans les principales régions cacaoyères de la Côte d'Ivoire commence à susciter des inquiétudes sur le marché mondial du cacao. Les prix du **caoutchouc** ont été soutenus par le renchérissement du pétrole, qui accroît le coût du caoutchouc synthétique et renforce la demande de caoutchouc naturel.

En revanche, les cours du **gaz naturel** ont reculé, sous l'effet de la baisse de la demande de chauffage, qui a contribué à maintenir les niveaux de stockage au-dessus des moyennes saisonnières. Les cours du **café** se sont repliés en raison des anticipations d'une offre abondante, notamment en provenance du Brésil. L'agence publique brésilienne chargée notamment du suivi des marchés agricoles et des stocks alimentaires (Conab) anticipe des récoltes d'environ 66,2 millions de sacs en 2026, soit une augmentation de 17,1% par rapport à 2025. Les cours de l'**or** se sont affaiblis, en lien avec les perspectives de maintien de politiques monétaires restrictives dans un contexte de résurgence des tensions inflationnistes alimentées par la hausse des prix de l'énergie, réduisant ainsi l'attrait des actifs non rémunérateurs. Les cours de l'uranium ont reculé, en raison d'un retour à des niveaux de demande plus modérés de la part des services publics, après les fortes tensions observées sur les marchés de l'énergie en début d'année.

Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

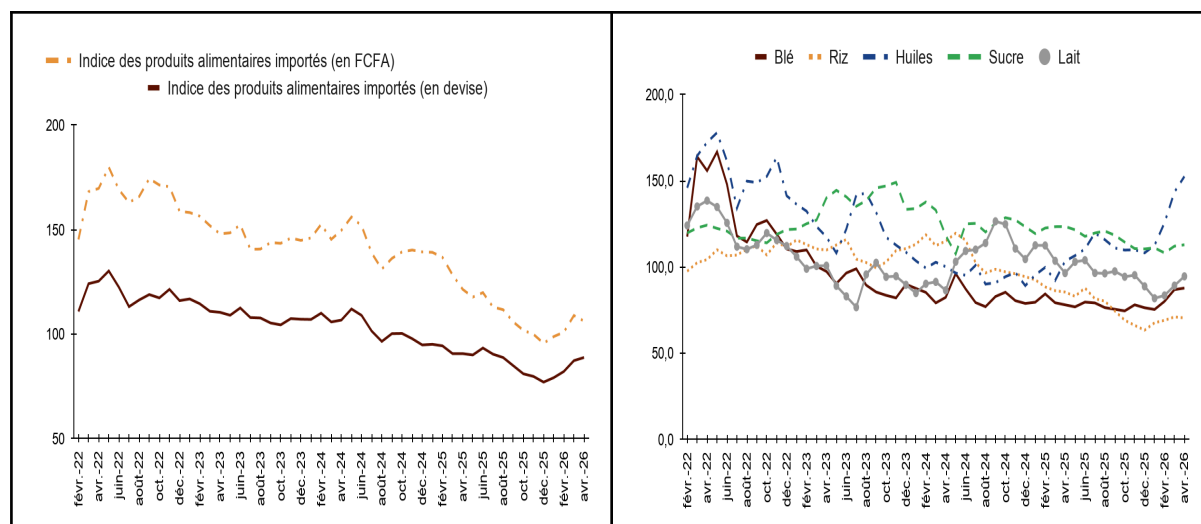
Par rapport à avril 2025, l'indice des prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA a baissé de 3,4%, après une contraction de 2,2% le mois précédent. Cette diminution concerne les prix du **cacao** (-58,5%), du **café** (-35,8%), du **bois de grume** (-12,1%) et de la **noix de cajou** (-9,1%). En revanche, les cours du **pétrole** (+54,1%), de l'**or** (+47,7%), du **zinc** (+28,3%), de l'**uranium** (+25,4%), des **huiles végétales** (+16,7%), du **coton** (+15,4%), du **phosphate** (+14,2%), du **caoutchouc** (+12,7%) et du **gaz naturel** (+3,4%) ont augmenté.

En avril 2026, l'indice des prix des principaux **produits alimentaires importés** dans l'UEMOA s'est accru de 1,7% en variation mensuelle, après une hausse de 6,3% enregistrée le mois précédent. Cette évolution résulte du renforcement des cours de l'**huile de soja** (+6,3%), du **lait** (+6,0%), du **blé** (+1,1%) et du **sucre** (+0,7%). Par contre, les prix du **riz** (-0,9%) se sont repliés sur la période sous-revue.

La hausse des cours de l'**huile de soja** s'explique par la demande soutenue de biocarburants et les contraintes d'offre en Amérique du Sud. La progression des prix du **lait** est attribuable à une baisse de la production en Europe et en Océanie, alors que la demande industrielle reste élevée. Les cours du **blé** se sont raffermis, en raison de conditions climatiques défavorables, notamment la sécheresse dans les grandes plaines américaines, qui pèse sur les perspectives de production. Les prix du **sucre** ont été soutenus par le renchérissement du pétrole, qui a renforcé la demande de canne à sucre pour la production d'éthanol, utilisé comme substitut énergétique.

En revanche, le recul des prix du **riz** est attribuable à l'abondance des stocks mondiaux, résultant de plusieurs années de forte production. L'Inde, principal exportateur mondial, détient des niveaux de stocks record (42 millions de tonnes), ce qui contribue à détendre le marché et à maintenir une offre excédentaire.

Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2025, l'indice des prix (en devise) des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA s'est affaibli de 2,1%, après une baisse de 3,7% le mois précédent. Cette évolution est due principalement au fléchissement des cours du **riz** (-17,5%), du **sucre** (-8,9%) et du **lait** (-2,0%). En revanche, les prix des **huiles végétales** (+47,4%) et du **blé** (+12,4%) se sont renforcés.

L'indice des prix exprimés en franc CFA, des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA s'est replié de 12,6%, en variation annuelle, en raison d'une diminution des prix du **sucre** (-25,8%), du **riz** (-20,8%) et du **lait** (-5,9%), atténuée par le raffermissement des cours du **blé** (+7,9%) et des **huiles végétales** (+2,7%).

1.4. Marchés financiers

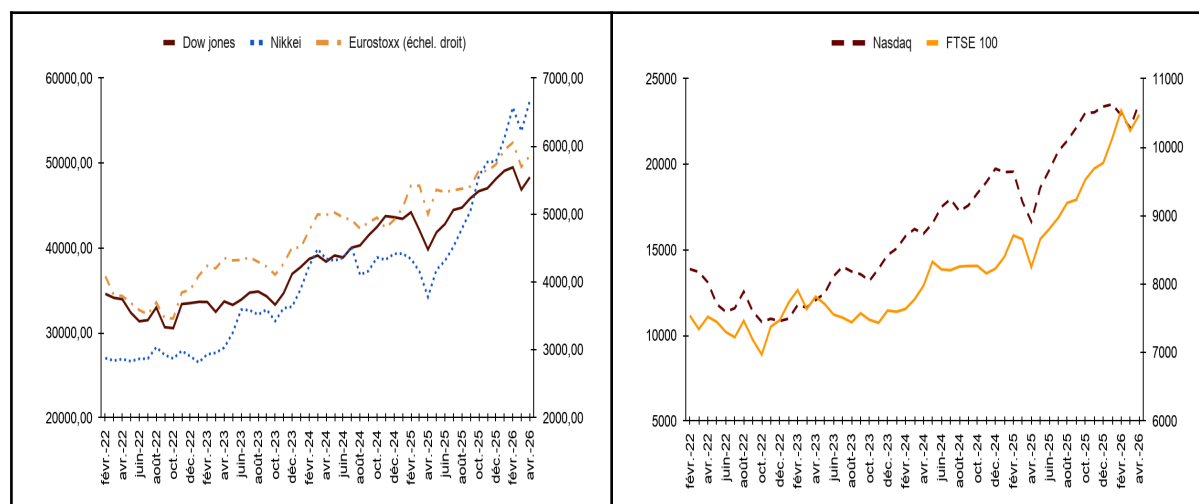
Les principaux indices boursiers des pays avancés ont progressé au cours du mois d'avril 2026. Cette évolution s'explique par l'amélioration du sentiment des investisseurs, dans un contexte marqué par les premières annonces de cessez-le-feu au Moyen-Orient.

1.4.1. Les places boursières

En avril 2026, les principaux indices boursiers des pays avancés ont enregistré une hausse. Aux Etats-Unis, les indices NASDAQ (+6,6%) et DOW JONES (+3,1%) se sont accrus comparativement à leurs moyennes du mois précédent. Les indices CAC 40 de la France (+3,0%) et EUROSTOXX 50 de la zone euro (+2,9%) se sont renforcés par rapport à leurs niveaux de mars 2026. Au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 a augmenté de 2,3%, après une hausse de 2,8% en mars 2026. L'indice NIKKEI 225 du Japon a également progressé de 6,8% d'un mois à l'autre.

En Afrique, les principaux indices boursiers ont enregistré des évolutions divergentes en avril 2026. En effet, les indices MASI du Maroc (+7,8%), NSE du Nigeria (+7,4%) et FTSE de l'Afrique du Sud (+1,6%) se sont raffermis au cours de la période sous revue. En revanche, les indices GSE du Ghana, BRVM composite et BRVM 30 ont reculé respectivement de 5,1%, 1,5% et 1,2% sur la même période.

Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)



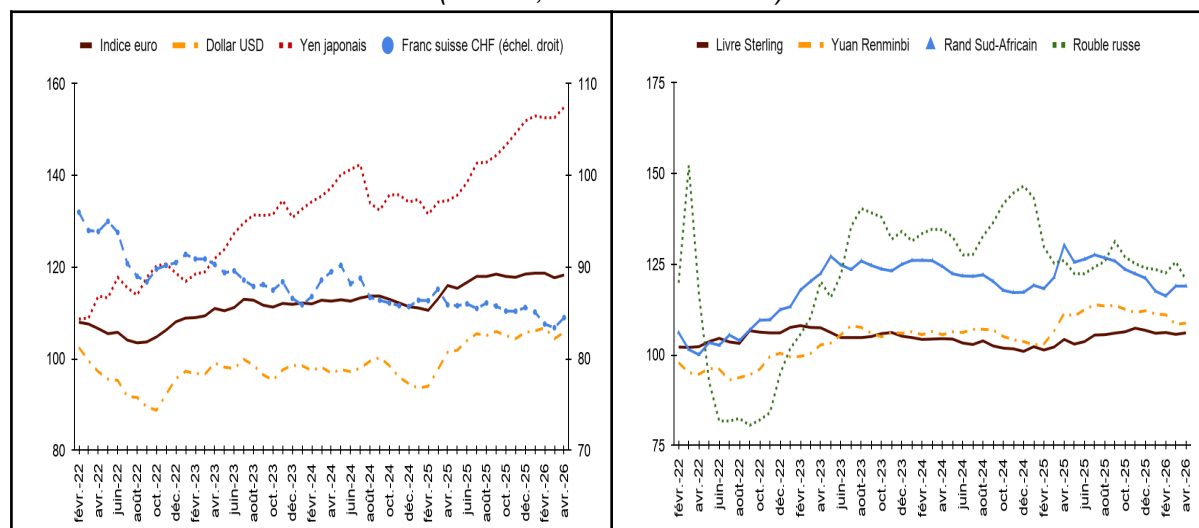
Sources : Reuters, calculs BCEAO

1.4.2. Les taux de change

L'indice du taux de change de l'euro, calculé par la BCE, s'est apprécié (+0,5%) en avril 2026 par rapport à sa moyenne du mois précédent. Dans le détail, la monnaie des pays de la zone euro a pris de la valeur face au dollar canadien (+1,6%), au yen japonais (+1,5%), au franc suisse (+1,3%), au dollar américain (+1,3%) et à la livre sterling (+0,3%). La devise européenne s'est également renforcée face aux monnaies des pays émergents, notamment la roupie (+2,0%) et le yuan chinois (+0,4%). En revanche, l'euro s'est déprécié vis-à-vis du rouble russe (-4,0%).

Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises

(Indices, base 100 en 2016)

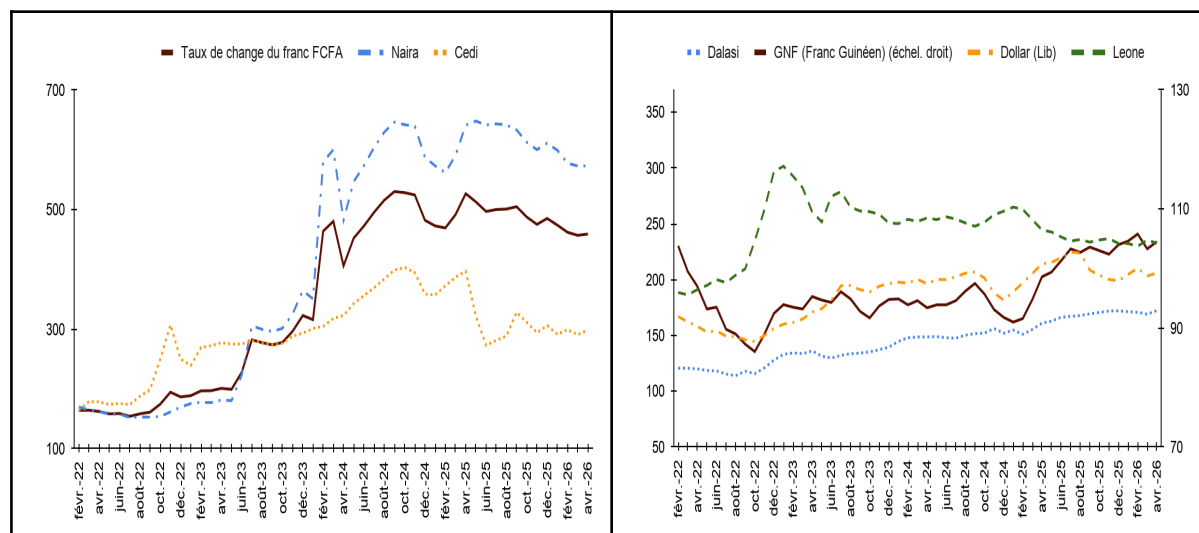


Sources : BCE, BdF, Calculs BCEAO

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA s'est apprécié de 0,5% en avril 2026, par rapport au mois précédent, en lien avec sa hausse face au cedi ghanéen (+2,8%), au dalasi gambien (+1,9%), au dollar libérien (+1,3%) et au franc guinéen (+1,1%). En revanche, sur la même période, la monnaie des pays de l'UEMOA s'est dépréciée par rapport au leone (-1,2%).

Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest

(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA s'est affaibli de 12,8% par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. En particulier, le franc CFA s'est déprécié vis-à-vis du cedi (-24,7%), du naira (-10,6%), du leone (-4,9%) et du dollar libérien (-3,8%). En revanche, la monnaie communautaire s'est raffermie face au dalasi (+7,0%) et au franc guinéen (+5,9%).

II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA

2.1. Production et demande de biens et services

Les indicateurs disponibles à fin mars 2026 montrent que l'activité économique dans l'Union est demeurée bien orientée en rythme mensuel. En effet, l'indice global du climat des affaires s'est établi à +0,7 point au-dessus de sa moyenne de long terme (100), en légère baisse par rapport au mois précédent (+0,8 point). L'indice de la production industrielle s'est accru de 4,3% en rythme mensuel, après une contraction de 5,2% le mois précédent. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), les enquêtes auprès des chefs d'entreprise font état d'une poursuite de l'amélioration de l'activité dans l'Union, à l'exception du Mali, du Niger et du Togo. De même, le chiffre d'affaires du commerce de détail s'est renforcé de 3,7%, après une diminution de 2,4% observée un mois plus tôt. Quant aux services financiers, ils ont progressé de 1,0% en mars 2026, après une baisse de 1,1% le mois précédent. En revanche, l'indice des services marchands non financiers s'est affaibli de 6,1%, après une hausse de 3,1% un mois auparavant.

2.1.1. Production industrielle

En variation mensuelle, l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), s'est accru de 4,3% en mars 2026, après une baisse de 5,2% observée le mois précédent. La hausse de la production industrielle résulte essentiellement de l'accroissement des activités extractives (+3,0 points), de la production et distribution d'électricité et de gaz (+1,0 point), ainsi que de la production et distribution d'eau, de l'assainissement et du traitement des déchets et de la pollution (+0,3 point).

Tableau 2 : Évolution de l'indice de la production industrielle, données CVS-CJO
(contribution à la croissance en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2025	2026		2026	
	Mars	février	Mars (*)	février	Mars (*)
ACTIVITES EXTRACTIVES	2,8	-2,8	3,0	0,9	1,2
Extraction d'hydrocarbures	0,5	-0,2	0,4	0,4	0,3
Extraction de minerais métalliques	1,6	-2,5	2,0	-0,4	0,1
ACTIVITES DE FABRICATION	-2,3	-1,8	-0,1	2,7	4,7
Fabrication de produits alimentaires	-0,1	1,2	-0,5	2,0	1,5
Fabrication de textiles	-0,8	-0,5	-0,6	-0,1	0,1
Raffinage pétrolier, cokéfaction	-0,3	-0,3	-0,6	1,1	0,8
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ	0,9	-0,3	1,0	0,0	0,2
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DÉCHETS ET DE POLLUTION	0,2	-0,2	0,3	0,1	0,1
INDICE GLOBAL	1,8	-5,2	4,3	3,7	6,2

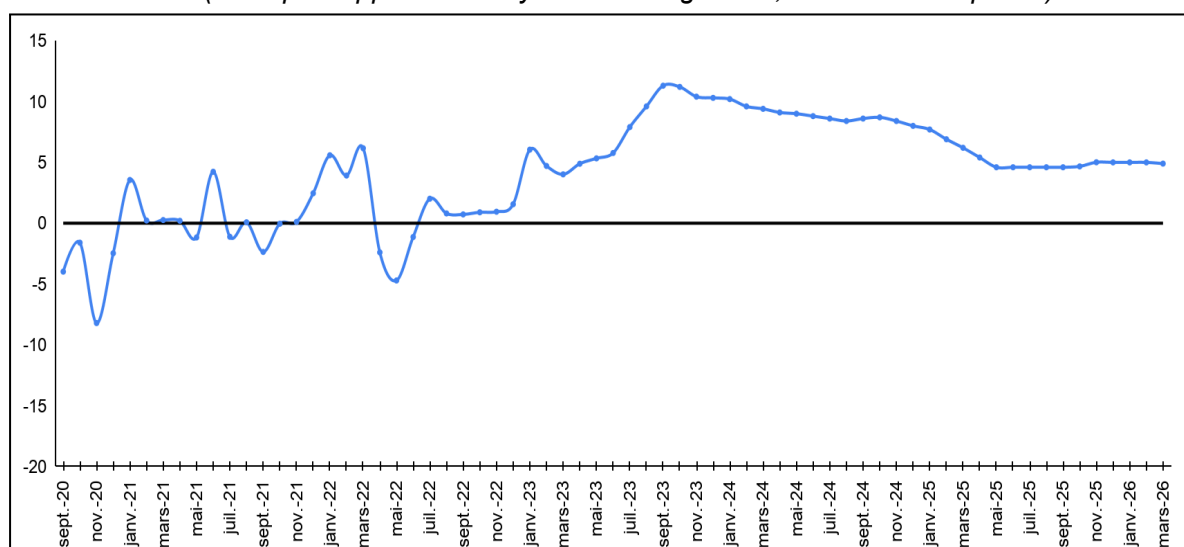
Source : BCEAO, (*) données provisoires

La production industrielle, en glissement annuel, s'est améliorée de 6,2% en mars 2026, après une hausse de 3,7% un mois auparavant. Cette dynamique est principalement due à la progression des activités de fabrication (+4,7 points), des activités extractives (+1,2 point), de production et distribution d'électricité et de Gaz (+0,2%) ainsi que de la production et distribution d'eau, de l'assainissement et du traitement des déchets et de la pollution (+0,1 point).

2.1.2. Bâtiments et travaux publics

Les données de l'enquête recueillies auprès des chefs d'entreprise font globalement état d'une amélioration de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) en mars 2026 par rapport à la situation du mois précédent. L'écart de l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme (100) est resté positif, ressortant à +4,9 points, quasi-stable par rapport au niveau de 104,9 points au mois précédent. Par pays, une hausse de l'activité dans le secteur des BTP a été relevée au Bénin (+26,3 points), au Sénégal (+23,6 points), au Burkina (+14,9 points), en Côte d'Ivoire (+9,0 points) et en Guinée-Bissau (+7,9 points). En revanche, un recul de l'activité a été observé au Mali (-41,8 points), au Niger (-21,8 points) et au Togo (-6,2 points).

Graphique 6 : Évolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA
(écart par rapport à la moyenne de long terme, en nombre de points)



Source : BCEAO

2.1.3. Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires du commerce a augmenté de 3,7% en variation mensuelle au cours du mois de mars 2026, après une baisse de 2,4% le mois précédent. Le renforcement de l'activité commerciale, d'un mois à l'autre, est principalement lié à l'accroissement du commerce de détail (+2,7 points), du commerce de gros et activités des intermédiaires (+0,9 point), ainsi que des activités de commerce et de réparation d'automobiles et de motocycles (+0,1 point).

Tableau 3 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA), données CVS-CJO
(contribution à la croissance de l'indice global en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2025	2026		2026	
	Mars	février	Mars (*)	février	Mars (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	-0,3	0,2	0,1	0,4	0,7
Commerce de véhicules automobiles	-0,3	0,3	-0,1	0,3	0,4
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	0,0	0,0	-0,1	0,2	0,0
COMMERCE DE GROS ET ACTIVITÉS DES INTERMÉDIAIRES	-0,3	-1,2	0,9	0,3	1,5
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	-0,6	-1,0	0,4	-0,5	0,4
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	0,6	-0,3	0,7	0,5	0,6
COMMERCE DE DÉTAIL	4,7	-1,3	2,7	4,3	2,3
Commerce de détail en magasin non spécialisé	1,9	-0,5	1,7	0,1	-0,1
Commerce de détail en magasin spécialisé	2,7	-0,8	1,0	4,2	2,4
INDICE GLOBAL	4,2	-2,4	3,7	5,0	4,6

Source : BCEAO, (*) données provisoires

Le rythme de progression de l'indice du chiffre d'affaires, en glissement annuel, est ressorti à 4,6% en mars 2026, après une augmentation de 5,0% le mois précédent. L'amélioration de l'activité dans le commerce est portée par le commerce de détail (+2,3 points), le commerce de gros et activités des intermédiaires (+1,5 point), ainsi que le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles (+0,7 point).

2.1.4. Services marchands

D'un mois à l'autre, l'activité des services marchands non financiers s'est contractée de 6,1% en mars 2026, après une hausse de 3,1% un mois plus tôt. Quant aux services financiers, ils se sont accrus de 1,0% en mars 2026, après une baisse de 1,1% enregistrée le mois précédent.

Tableau 4 : Variation des services marchands non financiers (en %)

Pays	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024	2025	2026		2026	
	Mars	Mars	Février	Mars (*)	Février	Mars (*)
Bénin	29,3	5,8	8,4	2,6	5,3	2,1
Burkina	-1,0	3,5	-7,1	-1,1	0,9	-3,6
Côte d'Ivoire	-5,3	-3,3	6,0	-2,9	6,5	6,9
Guinée-Bissau	83,5	63,9	-7,6	-13,2	1,4	-46,3
Mali	19,3	8,3	-4,2	4,9	8,9	5,5
Niger	6,5	6,0	-1,7	1,4	12,1	7,3
Senegal	-3,5	-31,2	0,6	-30,7	-0,3	0,4
Togo	10,5	9,8	-7,3	12,4	2,4	4,8
INDICE GLOBAL	4,6	-5,3	3,1	-6,1	6,3	5,3

Source : BCEAO, (*) données provisoires

En glissement annuel, les services marchands non financiers ont progressé de 5,3% en mars 2026, après une augmentation de 6,3% en février 2026. L'accroissement du chiffre d'affaires de ces services est observé notamment au Niger (+7,3%), en Côte d'Ivoire (+6,9%), au Mali (+5,5%), au Togo (+4,8%), au Bénin (+2,1%) et au Sénégal (+0,4%). En revanche, une baisse a été observée en Guinée-Bissau (-46,3%) et au Burkina (-3,6%).

Tableau 5 : Variation des services marchands financiers (en %)

Pays	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2025		2026		2026	
	février	mars	février	mars (*)	février	mars (*)
Bénin	-8,8	-9,1	0,1	-8,2	14,1	15,3
Burkina	2,4	3,2	-1,8	2,9	14,6	14,3
Côte d'Ivoire	0,1	-0,1	-2,3	1,3	15,3	17,0
Guinée-Bissau	0,2	0,3	6,7	0,1	8,2	8,0
Mali	9,9	10,4	-2,5	9,2	15,8	14,6
Niger	-0,1	0,2	-8,4	-0,4	14,0	13,4
Sénégal	1,2	1,7	2,3	3,0	16,8	18,2
Togo	-1,5	-1,6	2,1	-0,9	14,4	15,2
INDICE GLOBAL	0,8	0,9	-1,1	1,0	15,4	15,5

Source : BCEAO, (*) données provisoires

S'agissant des services marchands financiers, le chiffre d'affaires s'est renforcé de 15,5%, en rythme annuel. Une amélioration est observée dans l'ensemble des pays, à savoir le Sénégal (+18,2%), la Côte d'Ivoire (+17,0%), le Bénin (+15,3%), le Togo (+15,2%), le Mali (+14,6%), le Burkina (+14,3%), le Niger (+13,4%) et la Guinée-Bissau (+8,0%).

2.2. Inflation

En avril 2026, le taux d'inflation dans l'Union est ressorti nul (+0,0%), en glissement annuel. La stabilité du niveau général des prix est essentiellement attribuable à la baisse des coûts des produits alimentaires et du logement, compensée par la hausse des tarifs des services de transport.

Le taux d'inflation s'est établi, en glissement annuel, à 0,0% en avril 2026, soit une diminution de 0,1 point de pourcentage (pdp) par rapport au taux de +0,1% enregistré le mois précédent. Cette évolution est essentiellement imputable au repli des coûts des "Produits alimentaires" (-1,7% après -1,3%) et au ralentissement de ceux de la composante "Logement" (+1,9% après +2,4%), compensés par le renchérissement des services des "Transports" (+1,5% après +0,0%).

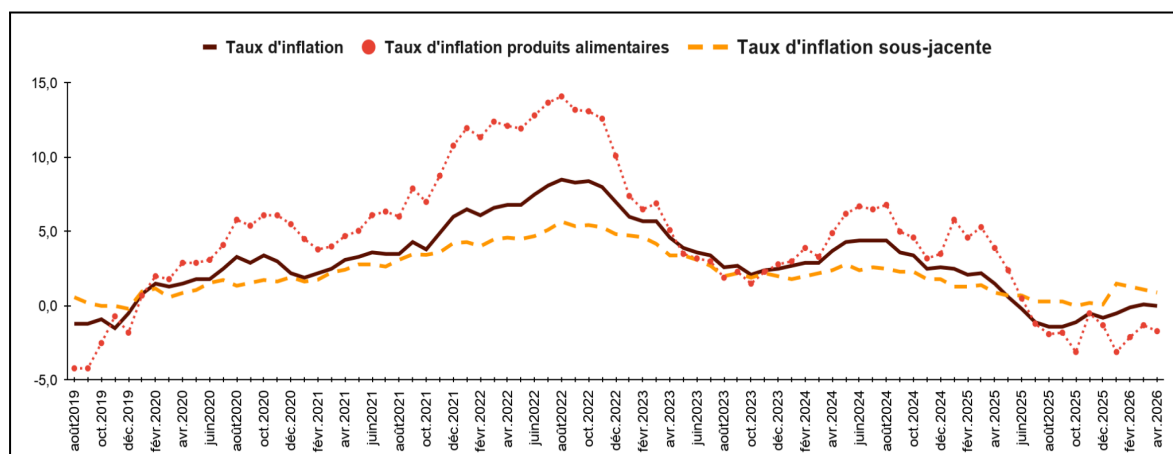
La baisse des coûts des denrées alimentaires est localisée au niveau des céréales (-12,1% après -4,4%), des tubercules (-7,7% contre -1,1%), de l'huile (-2,9% après -0,1%) et du sucre (-2,4% après +0,0%). Elle est également imputable au recul de 12,2% de l'indice des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA. La diminution des prix des produits alimentaires importés (-12,2%) est, toutefois, de moindre ampleur par rapport au mois précédent (-15,7%).

Le ralentissement de la hausse des prix de la composante « Logement » s'explique principalement par la décélération des prix du bois de chauffage (+0,5% après +4,6%) et des équipements pour la sécurité du logement (+0,4% contre +0,6%).

Quant à la progression des prix de la composante "Transport", elle reflète principalement le relèvement des tarifs des carburants (+2,9 pdp) et des services de transports de voyageurs par route (+3,2 pdp). Cette situation traduit l'effet de l'ajustement des prix des hydrocarbures à la hausse sur les marchés formel (Mali depuis fin mars 2026, Guinée-Bissau en avril 2026) et informel (Niger et Bénin depuis mars 2026), en raison de l'envolée des cours des produits pétroliers (+50,8% en avril 2026 contre +24,7% le mois précédent).

L'analyse par pays laisse apparaître une décélération des prix au Togo (+0,7% contre +1,6%) et en Côte d'Ivoire (+1,4% après +2,0%). En outre, une légère hausse du taux d'inflation est enregistrée au Mali (+1,0% contre +0,7%), tandis qu'il reste stable au Sénégal (+1,4% comme précédemment). En revanche, une baisse des prix est observée au Niger (-7,5% contre -9,8%), en Guinée-Bissau (-2,5% contre -4,3%), au Bénin (-0,6% contre -0,4%) et au Burkina (-0,4% contre +0,4%).

Graphique 7 : Évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

Le **taux d'inflation sous-jacente**, calculé en excluant les prix des produits frais et de l'énergie, s'est établi à 0,9% en avril 2026, en baisse de 0,2 pdp par rapport au niveau enregistré le mois précédent.

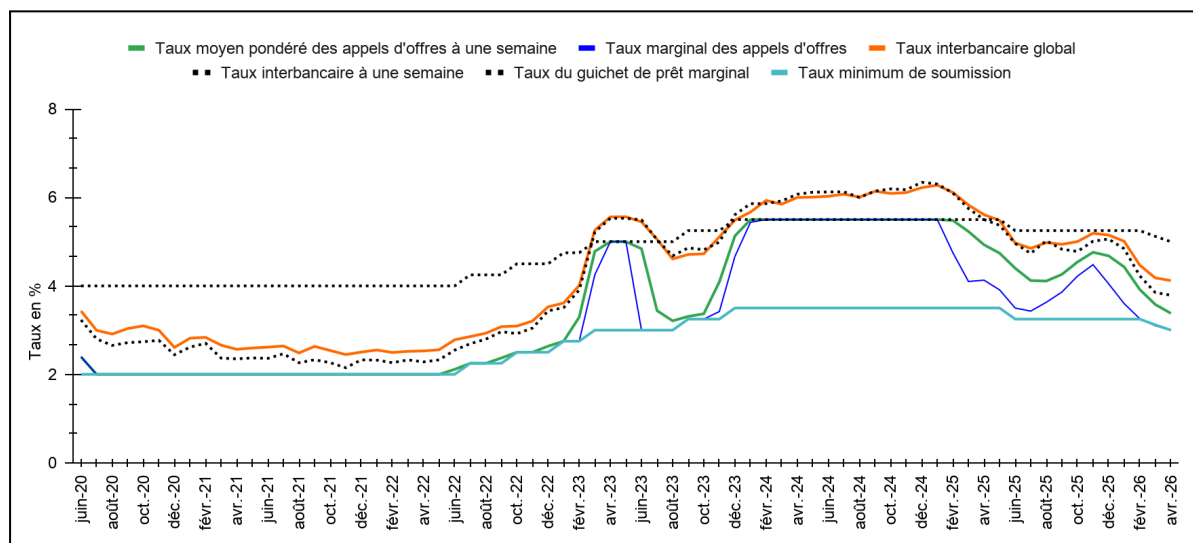
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE

Le Comité de Politique Monétaire a décidé, à l'issue de sa réunion tenue le 4 mars 2026, de baisser de 25 points de base les taux directeurs de la Banque Centrale. Ainsi, le principal taux directeur, auquel la Banque Centrale accorde ses refinancements aux banques, est ramené à 3,00% et le taux sur le guichet de prêt marginal à 5,00%.

3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires

Sur les guichets de refinancement de la BCEAO, le taux moyen pondéré des appels d'offres à une semaine s'est établi à 3,38% en avril 2026 après 3,58% en mars 2026 et le taux marginal est ressorti à 3,00%, après 3,10% le mois précédent. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine a été de 3,79% en avril 2026, en baisse de 6 points de base (pdp) par rapport à son niveau de mars 2026 (3,85%). Globalement, les échanges sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, se sont effectués en moyenne à 4,12% en avril 2026, en recul de 6 pdp par rapport à mars 2026 (4,18%) et de 138 pdp comparativement à avril 2025 (5,50%).

Graphique 8 : Évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2. Taux d'intérêt appliqués par les banques à leur clientèle

Les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent, à l'échelle de l'Union, que les taux d'intérêt débiteurs des banques au cours du mois de mars 2026 sont restés quasi stables (+4 pdb) par rapport aux réalisations du mois précédent. Hors charges et taxes, le taux débiteur moyen s'est établi à 6,74%, contre 6,70% le mois précédent et 6,78% un an plus tôt. En particulier, le coût du crédit bancaire s'est accru en Guinée-Bissau (+111 pdb), au Mali (+63 pdb), au Togo (+21 pdb), au Sénégal (+11 pdb), en Côte d'Ivoire (+11 pdb) et au Niger (+7 pdb). Par contre, les taux se sont inscrits en baisse au Bénin (-37 pdb) et au Burkina (-12 pdb).

Les taux d'intérêt créditeurs sur les dépôts à terme se sont repliés pour ressortir à 5,31%, contre 5,39% le mois précédent, affichant une baisse de 6 pdb par rapport à mars 2025 (5,37%). Par pays, la rémunération des dépôts a reculé au Burkina (-91 pdb), au Sénégal (-12 pdb), au Bénin (-12 pdb), en Côte d'Ivoire (-11 pdb) et au Niger (-2 pdb), tandis qu'elle a progressé en Guinée-Bissau (+74 pdb), au Togo (+17 pdb) et au Mali (+14 pdb).

3.3. Monnaie

A fin mars 2026, la masse monétaire a augmenté de 18,1%, en glissement annuel, après une progression de 17,9% un mois plus tôt. Sous l'angle de ses composantes, la circulation fiduciaire et les dépôts se sont accrus respectivement de 24,7% et 16,1%, après des hausses de 21,4% et 16,7% à fin février 2026.

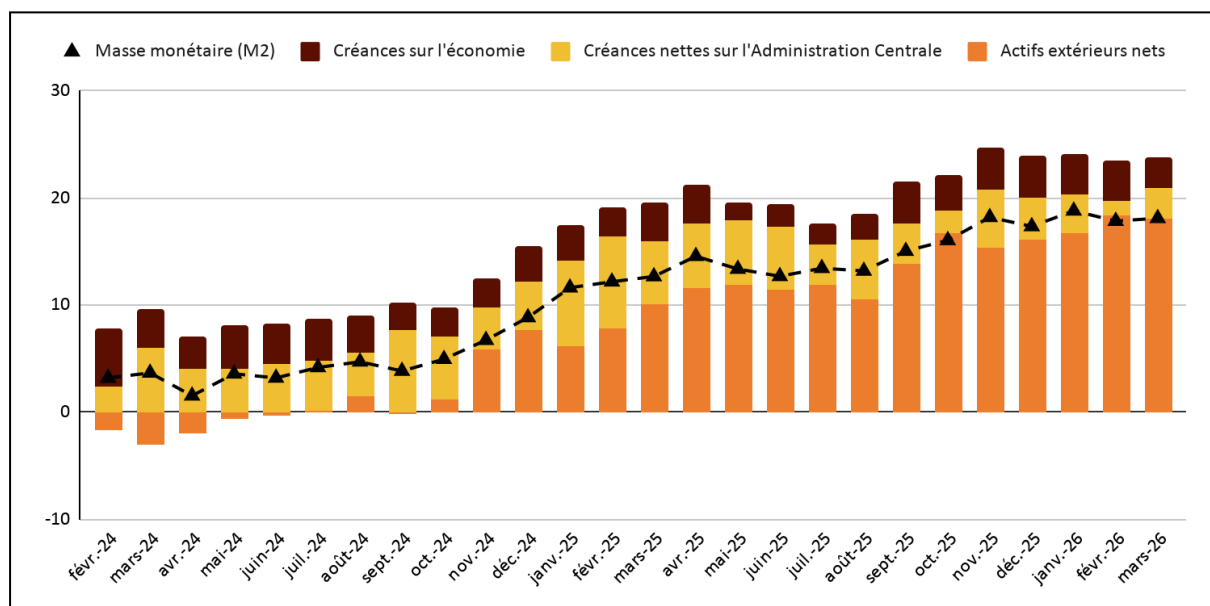
Tableau 6 : Situation monétaire à fin mars 2026 (en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	févr.-25	mars-25	févr.-26	mars-26	Variation mensuelle (%)		Variation annuelle (%)	
					Période précédente	Période courante	Période précédente	Période courante
Masse monétaire (M2)	52 677,7	53 345,9	62 084,6	63 010,5	0,9	1,5	17,9	18,1
<i>Circulation fiduciaire</i>	12 628,3	12 729,0	15 331,3	15 867,2	1,4	3,5	21,4	24,7
<i>Dépôts</i>	40 049,5	40 616,9	46 753,3	47 143,3	0,7	0,8	16,7	16,1
Actifs extérieurs nets	5 820,6	6 288,8	15 470,2	15 948,4	14,6	3,1	165,8	153,6
Créances intérieures	61 911,8	62 338,8	64 640,2	65 392,2	-1,5	1,2	4,4	4,9
Créances nettes sur APUC	26 466,7	26 408,2	27 177,2	27 880,9	-3,3	2,6	2,7	5,6
Créances sur l'économie	35 445,1	35 930,6	37 463,0	37 511,3	-0,2	0,1	5,7	4,4

Source : BCEAO

L'accroissement de la masse monétaire à fin mars 2026 résulte du renforcement en glissement annuel des actifs extérieurs nets (+9.659,6 milliards ou +153,6%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+3.053,4 milliards ou +4,9%).

Graphique 9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

3.3.1. Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt

A fin mars 2026, les AEN des institutions de dépôt de l'Union ont augmenté de 9.659,6 milliards (+153,6%), en glissement annuel. La progression des AEN est liée au profil favorable des comptes extérieurs caractérisé notamment par la baisse du déficit courant et la mobilisation des ressources extérieures par les Etats.

3.3.2. Créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en rythme annuel, de 4,9% à fin mars 2026, après 4,4% à fin février 2026. Cette évolution est portée par l'augmentation des créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale (+1.472,7 milliards) et des créances sur l'économie (+1.580,7 milliards).

Les créances sur l'économie ont enregistré, en glissement annuel, une croissance de 4,4% à fin mars 2026, après 5,7% enregistrée à fin février 2026. Cette évolution s'explique par la baisse des crédits bancaires accordés au secteur public (-21,0%) et le ralentissement de la croissance des crédits accordés au secteur privé (+6,0% contre +7,5%). Les crédits accordés aux sociétés non financières privées se sont renforcés de 6,4% à fin mars 2026, après une hausse de 7,3% un mois plus tôt. Pour les ménages et les Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM), les crédits bancaires qui leur sont accordés ont augmenté de 5,2% sur la même période, après une progression de 8,0% le mois précédent.

IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

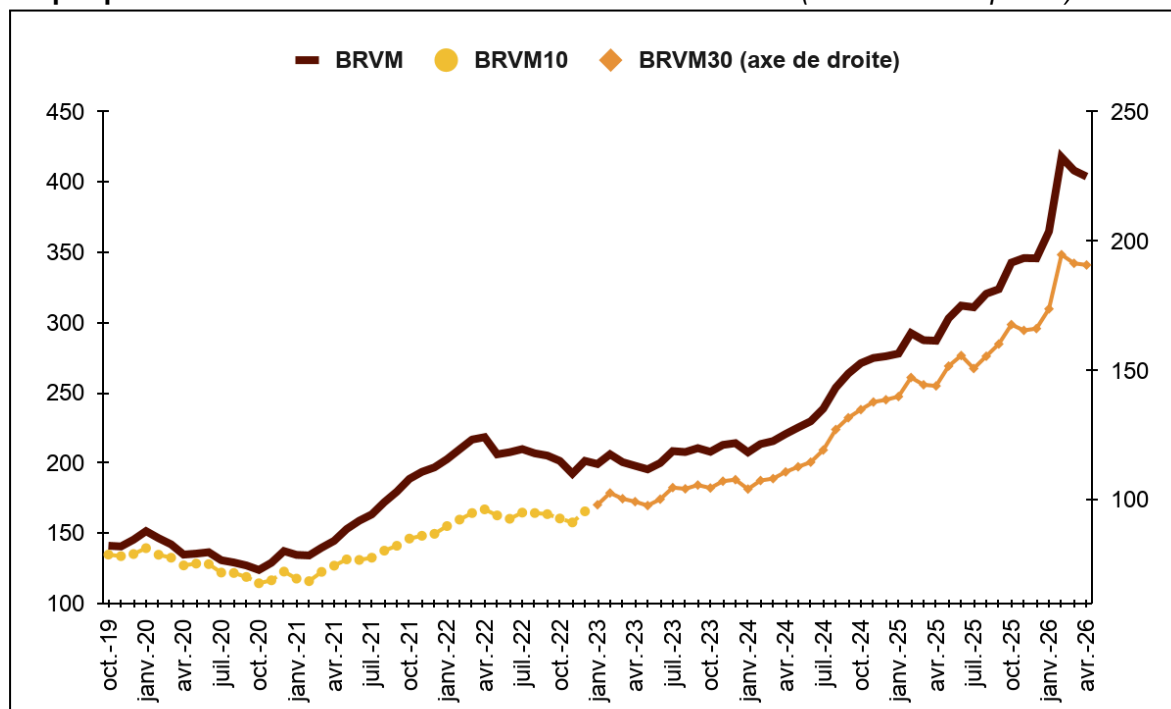
Les activités du marché boursier régional ont enregistré une baisse en avril 2026. Sur le marché régional des titres publics, les Etats ont mobilisé 1.186,9 milliards en avril 2026, soit un recul de 649,4 milliards par rapport au montant levé le mois précédent.

4.1. Marché boursier de l'UEMOA

Sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), à fin avril 2026, les indices BRVM composite et BRVM 30 ont respectivement fléchi de 0,3% et 1,1% par rapport à leurs valeurs à fin mars 2026. A la date du 20 mai 2026, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont accrus de 3,0% et de 2,9% par rapport à leur valeur de fin avril 2026.

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont raffermis respectivement de 40,7% et 32,4% par rapport à leur moyenne d'avril 2025.

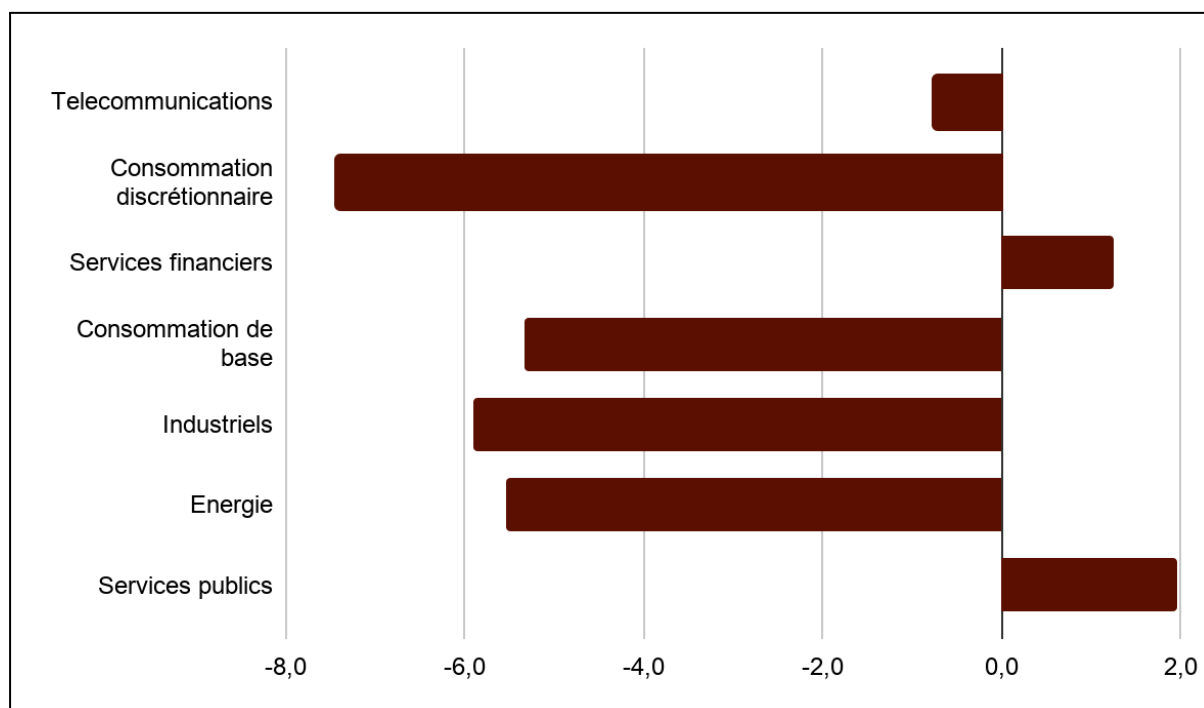
Graphique 10 : Évolution des indices boursiers de la BRVM (en nombre de points)



Source : BRVM

En variation mensuelle, la capitalisation boursière totale est restée quasi stable (+0,04%) par rapport à fin mars 2026, pour s'établir à 27.721,5 milliards. Les indices des branches « Services Publics » : +2,0% et « Services Financiers » : +1,2% ont progressé, tandis que ceux des branches « Consommation discrétionnaire » : -7,4%, « Industriels » : -5,9%; « Energie » : -5,5%, « Consommation de base » : -5,3%, et « Télécommunications » : -0,8% se sont repliés.

Graphique 11 - Évolution des indices sectoriels de la BRVM en avril 2026 (en %)



Source : BRVM

La capitalisation boursière totale a augmenté de 28,5% par rapport à fin avril 2025. La capitalisation du marché des actions s'est accrue de 40,7% à 15.574,4 milliards, tandis que celle du marché des obligations a progressé de 15,7% à 12.147,2 milliards.

4.2. Marché des titres de la dette publique

Au cours du mois d'avril 2026, les opérations sur le marché régional de la dette publique se sont soldées par une baisse du montant global des émissions et une évolution contrastée des coûts d'emprunts.

Sur le **marché par adjudication**, les ressources levées au cours du mois d'avril 2026 par les Etats membres de l'UMOA se sont élevées, en termes bruts, à 1.186,9 milliards, dont 218,1 milliards de bons du Trésor (18,4%) et 968,8 milliards d'obligations du Trésor (81,6%). Les ressources mobilisées ont augmenté de 54,8 milliards ou 4,8% par rapport à mars 2026. Cette variation reflète la progression des émissions d'obligations (+320,2 milliards ou +49,4%), partiellement compensée par la contraction de celles des bons (-265,4 milliards ou -54,9%). En glissement annuel, le volume global des émissions par adjudication a diminué de 408,1 milliards ou 25,6% par rapport à la même période de l'année précédente.

Le taux de couverture² global des émissions par adjudication a reculé pour se situer à 208,8% en avril 2026 contre 253,5% le mois précédent.

Le compartiment par **syndication** du marché régional des titres publics n'a enregistré aucune opération au cours du mois d'avril 2026.

Au total, les pays de l'Union ont mobilisé au cours du mois sous revue 1.186,9 milliards sur le marché financier régional, correspondant à une baisse de 35,4% (-649,4 milliards) par rapport au mois de mars 2026. Comparativement au mois d'avril 2025, les ressources mobilisées sont en recul de 41,0% (-824,7 milliards).

² Le taux de couverture est défini comme le rapport entre le montant des souscriptions et le montant sollicité lors du lancement des émissions.

Tableau 7 : Ressources mobilisées par les États

(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	avril 2025	mars 2026	avril 2026	Variation mensuelle		Variation annuelle	
				montant	%	montant	%
Bons	620,3	483,5	218,1	-265,4	-54,9	-402,2	-64,8
Obligations par adjudication	974,7	648,6	968,8	320,2	49,4	-5,9	-0,6
<i>Total adjudication</i>	<i>1595</i>	<i>1132,1</i>	<i>1186,9</i>	<i>54,8</i>	<i>4,8</i>	<i>-408,1</i>	<i>-25,6</i>
<i>Obligations par syndication</i>	<i>416,6</i>	<i>704,2</i>	<i>0</i>	<i>-704,2</i>	<i>-100,0</i>	<i>-416,6</i>	<i>-100,0</i>
Total marché régional des titres publics	2011,6	1836,3	1186,9	-649,4	-35,4	-824,7	-41,0
Marché des eurobonds	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 011,6	1 836,3	1 186,9	-649,4	-35,4	-824,7	-41,0

Source : UMOA-Titres, BCEAO.

Le taux d'intérêt moyen pondéré³ des bons s'est replié de 63 points de base (pdb) pour s'établir à 5,29% en avril 2026, contre 5,92% en mars 2026, tandis que le rendement moyen pondéré des émissions obligataires a augmenté de 33 pdb pour ressortir à 7,21% en avril 2026.

Par rapport à la même période de l'année 2025, les coûts des mobilisations des emprunts publics ont également baissé sur les deux segments. Le taux d'intérêt moyen pondéré des bons et le rendement moyen pondéré des obligations ont respectivement fléchi de 273 pdb et 27 pdb.

Les Etats membres n'ont réalisé aucune opération sur les marchés internationaux des capitaux au cours du mois sous revue.

Tableau 8 : Évolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les États

(En point de pourcentage)

	avril 2025	mars 2026	avril 2026	Variation	
				mensuelle	annuelle
Bons	8,02	5,92	5,29	-0,63	-2,73
Obligations	7,24	6,88	7,21	0,33	-0,03
<i>Par adjudication</i>	<i>7,48</i>	<i>7,58</i>	<i>7,21</i>	<i>-0,37</i>	<i>-0,27</i>
<i>Par Syndication</i>	<i>6,68</i>	<i>6,23</i>	-	-	-
<i>Eurobonds</i>	-	-	-	-	-

Sources : UMOA -Titres, AMF-UMOA, BCEAO.

V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA

Les perspectives économiques de l'Union restent bien orientées, mais dépendent de l'évolution de la conjoncture internationale, de la situation socio-politique et sécuritaire de l'Union ainsi que des conditions climatiques. Le maintien de la confiance des chefs d'entreprise contribuerait à soutenir les performances économiques de l'UEMOA.

5.1. Croissance

Dans les prochains mois, l'activité économique au sein de l'Union devrait se consolider. La croissance serait principalement portée par le renforcement de la demande intérieure et des améliorations continues dans certains secteurs clés, tels que l'agriculture vivrière, les industries manufacturières, le commerce, les services non marchands, ainsi que la pêche et l'élevage.

³ Le taux d'intérêt moyen pondéré correspond au taux d'intérêt moyen sur les soumissions de bons, pondéré des montants retenus.

D'après l'enquête de conjoncture de la BCEAO, les chefs d'entreprise interrogés anticipent des performances meilleures. Selon les prévisions de la BCEAO, l'activité économique en glissement annuel progresserait de 6,2% au deuxième trimestre 2026, après une croissance de 6,1% au premier trimestre 2026. Le dynamisme des activités commerciales et des services ainsi que les bons résultats de la campagne agricole contribueraient à renforcer la croissance dans les pays de l'UEMOA. L'acquis de croissance, qui est une indication du niveau de croissance minimale qui serait atteint en fin d'année, est ressorti à 4,1% au premier trimestre 2026.

Tableau 9 : Prévisions de taux de croissance économique de l'UEMOA
(contribution en point de %)

	Réalizations					Estimation	Prévision
	4T2024	1T2025	2T2025	3T2025	4T2025	1T2026	2T2026
Secteur primaire	1,8	1,7	1,6	1,6	1,6	1,5	1,5
Agriculture vivrière	6,7	6,3	6,0	6,1	6,0	5,7	5,8
Sylviculture	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Pêche et élevage	1,3	1,2	1,1	1,2	1,1	1,1	1,1
Secteur secondaire	1,8	1,7	1,6	1,6	1,6	1,5	1,5
Activités extractives	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Industries manufacturières	5,4	5,1	4,8	4,9	4,8	4,5	4,6
Production et dist. Électricité, gaz et eau	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
BTP	-9,6	-9,0	-8,6	-8,8	-8,6	-8,1	-8,2
Secteur tertiaire	3,7	3,5	3,3	3,4	3,3	3,1	3,2
Commerce	1,9	1,8	1,7	1,7	1,7	1,6	1,6
Transports, postes et communications	-8,0	-7,5	-7,2	-7,3	-7,2	-6,7	-6,9
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	0,8	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7
Services non marchands	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2
Impôts et taxes	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9
Produit Intérieur Brut	7,2	6,8	6,5	6,6	6,5	6,1	6,2

Source : BCEAO

5.2. Monnaie

Les estimations situent le taux de croissance en glissement annuel de la masse monétaire de l'Union à 18,2% à fin avril 2026, après 18,1% à fin mars 2026. L'amélioration de 9.747,5 milliards en variation annuelle serait essentiellement imputable à l'accroissement des créances intérieures de 3.689,5 milliards (+6,0%), ainsi qu'à la consolidation des AEN des institutions de dépôt, attendus à hauteur de 9.263,2 milliards.

L'augmentation anticipée des créances intérieures serait liée à la hausse, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration publique centrale (+6,6%) et des créances sur l'économie (+5,5%).

Analysée sous l'angle de ses composantes, la croissance en glissement annuel de la masse monétaire refléterait, à fin avril 2026, le renforcement des dépôts (+16,3%) et de la circulation fiduciaire (+24,1%).

5.3. Inflation

En perspective, le taux d'inflation, en glissement annuel, au sein de l'Union s'établirait à +1,0% en mai 2026, avant d'atteindre +1,5% en juin 2026 puis +2,0% en juillet 2026. L'accélération des prix projetés résulterait de l'impact de la crise au Moyen-Orient, à travers le renchérissement des

produits énergétiques. Elle reflète notamment les effets du relèvement des tarifs des produits pétroliers⁴ en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Togo, en Guinée-Bissau et au Mali.

Tableau 10 : Évolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction
(contribution en point de %)

Fonctions	Réalizations					Estimation	Prévision	
	déc. 22	déc. 23	déc. 24	févr. 26	mars 26	avril 26	mai 26	juin 26
Produits alimentaires et boissons	4,6	1,1	1,6	-0,8	-0,7	-0,7	0,4	0,5
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Logement	0,6	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,2	0,3
Ameublement	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Santé	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Transport	0,7	0,4	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Communication	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Loisirs et culture	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,3	0,2	0,3	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3
Autres biens	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Ensemble	7,0	2,5	2,6	-0,1	0,1	0,0	1,0	1,5

Sources : INS, BCEAO



⁴ Mali : essence (+12,9%) et gasoil (+29,7%), à compter du 28 mars 2026 ; Guinée-Bissau : essence (+18,3%) et gasoil (+17,2%), à compter du 3 avril 2026 ; Côte d'Ivoire : essence (+6,7%) et gasoil (+3,7%), à compter du 1^{er} mai 2026 ; au Bénin : essence (+4,3%) et gasoil (+4,2%), à compter du 1^{er} mai 2026 et au Togo : essence (+6,6%) et gasoil (+7,9%), à compter du 27 mai 2026.

ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A1 : Évolution du chiffre d'affaires par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2025	2026		2026	
	Mars	février	Mars (*)	février	Mars (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	-0,3	0,2	0,1	0,4	0,7
Commerce de véhicules automobiles	-0,3	0,3	-0,1	0,3	0,4
Entretien et réparation de véhicules automobiles	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,0
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	0,0	0,0	-0,1	0,2	0,0
Commerce et réparation de motocycles	0,0	-0,1	0,3	-0,1	0,3
COMMERCE DE GROS ET COMMERCE DE GROS ET ACTIVITÉS DES INTERMÉDIAIRES	-0,3	-1,2	0,9	0,3	1,5
Activités des Intermédiaires du commerce de gros	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	-0,6	-1,0	0,4	-0,5	0,4
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	0,1	-0,3	0,0	0,3	0,2
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	0,6	-0,3	0,7	0,5	0,6
Commerce de gros de machines, d'équipements et fournitures	-0,4	0,4	-0,2	0,0	0,2
Commerce de gros non spécialisé	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
COMMERCE DE DÉTAIL	4,7	-1,3	2,7	4,3	2,3
Commerce de détail en magasin non spécialisé	1,9	-0,5	1,7	0,1	-0,1
Commerce de détail en magasin spécialisé	2,7	-0,8	1,0	4,2	2,4
INDICE GLOBAL	4,2	-2,4	3,7	5,0	4,6

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2025	2026		2026	
	Mars	février	Mars (*)	février	Mars (*)
ACTIVITÉS EXTRACTIVES	2,8	-2,8	3,0	0,9	1,2
Extraction d'hydrocarbures	0,5	-0,2	0,4	0,4	0,3
Extraction de minerais métalliques	1,6	-2,5	2,0	-0,4	0,1
Autres activités extractives	0,5	0,0	0,5	0,5	0,5
ACTIVITÉS DE FABRICATION	-2,3	-1,8	-0,1	2,7	4,7
Fabrication de produits alimentaires	-0,1	1,2	-0,5	2,0	1,5
Fabrication de boissons	0,3	-0,2	0,2	0,4	0,2
Fabrication de produits à base de tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de textiles	-0,8	-0,5	-0,6	-0,1	0,1
Fabrication d'articles d'habillement	0,1	0,0	0,0	0,3	0,3
Travail du cuir, fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (hors meubles)	0,1	-0,7	0,3	-0,2	0,0
Fabrication de papier de carton et d'articles en papier ou en carton	-0,4	0,0	0,0	-0,4	0,1
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	0,0
Raffinage pétrole, cokéfaction	-0,3	-0,3	-0,6	1,1	0,8
Fabrication de produits chimiques	0,1	-0,5	0,6	-0,3	0,2
Fabrication pharmaceutiques	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,1
Travail de caoutchouc et du plastique	-0,5	0,4	0,0	0,0	0,6
Fabrication de matériaux minéraux	0,3	-0,2	0,0	0,2	-0,1
Métallurgie	-0,2	-0,2	-0,1	0,2	0,4
Fabrication d'ouvrages en métaux	-0,5	-0,6	0,5	-0,5	0,5
Fabrication de produits électroniques et informatiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'équipements électriques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de machines et d'équipements n.c.a	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de meubles et matelas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres industries manufacturières	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ	0,9	-0,3	1,0	0,0	0,2
Production et distribution d'électricité et du gaz	0,9	-0,3	1,0	0,0	0,2
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION	0,2	-0,2	0,3	0,1	0,1
Captage, traitement et distribution d'eau	0,2	-0,2	0,3	0,1	0,1
Collecte, traitement et élimination des déchets, récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	1,8	-5,2	4,3	3,7	6,2

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS
n.c.a. : non classé ailleurs



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST